

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

NOTE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE FIN SEPTEMBRE 2018



Date de Publication

16 novembre 2018

SOMMAIRE

SYNTHÈSE.....	i
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	4
I.1. PAYS AVANCÉS	4
I.2. PAYS ÉMERGENTS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT.....	5
I.3. ZONE UEMOA.....	5
I.4. MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DES CHANGES.....	6
II. CONJONCTURE NATIONALE.....	7
II.1. SECTEUR RÉEL	8
II.2. FINANCES PUBLIQUES.....	16
II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR	18
II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER.....	20

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Cours de l'euro en dollar à fin septembre 2018.....	6
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle.....	10
Graphique 3 : Indice de production des industries extractives	10
Graphique 4 : Production et vente de produits pétroliers.....	12
Graphique 5 : Indice de production du secteur manufacturier	12
Graphique 6 : Production et consommation d'électricité.....	12
Graphique 7 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail.....	13
Graphique 8 : Evolution du nombre de passagers commerciaux du transport aérien à fin septembre.....	14
Graphique 9 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination	14
Graphique 10 : Evolution du trafic global de marchandises (en milliers de tonnes)	14
Graphique 11 : Taux d'inflation	15
Graphique 12 : Indicateurs des finances publiques à fin septembre	18
Graphique 13 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels).....	18
Graphique 14 : Répartition géographique des exportations à fin septembre 2018.....	19
Graphique 15 : Répartition géographique des importations à fin septembre 2018	20
Graphique 16 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA.....	21
Graphique 17 : Evolution des indices boursiers par secteur	21

TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel dans les pays avancés en 2018 (en %).....	4
Tableau 2 : Taux de croissance du PIB réel dans les pays émergents et en développement en 2018 (en %)	5
Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA (en %)	6
Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation	8
Tableau 5 : Structure des exportations en valeur sur les 9 mois 2017 et 2018.....	19
Tableau 6 : Structure des importations en valeur sur les 9 mois 2017 et 2018	19

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

BAD :	Banque Africaine de Développement
BRVM :	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRVM 10 :	Indice des dix entreprises les plus performantes du marché boursier de la BVRM
BTP :	Bâtiments et Travaux Publics
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CEPICI	Centre de Promotion des Investissements en Côte d’Ivoire
DDO :	Distillate Diesel Oil
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGE :	Direction Générale de l’Economie
DUS :	Droit Unique de Sortie
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI :	Fonds Monétaire International
Gwh :	Giga watt heure
ICF :	Initiative Cacao Café
Kg :	Kilogramme
MINADER :	Ministère de l’Agriculture et du Développement Rural
ONDR :	Office National de Développement de la Riziculture
PAA :	Port Autonome d’Abidjan
PADFA	Projet d’Appui au Développement des Filières Agricoles
PASP :	Port Autonome de San Pedro
PEM :	Perspectives de l’Economie Mondiale
PER	Price Earning Ratio
PIB :	Produit Intérieur Brut
PND :	Plan National de Développement
PNIA :	Programme National d’Investissement Agricole
PPP	Partenariat Public-Privé
PUSI	Portail Unique des Services à l’Investisseur
SIR :	Société Ivoirienne de Raffinage
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
US	United States (Etats-Unis)

SYNTHÈSE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires
Tous les chiffres sont à fin septembre 2018 sauf indications contraires

Maintien à la hausse de l'économie mondiale malgré une révision à la baisse du rythme de progression

La croissance de l'économie mondiale devrait ressortir à 3,7% en 2018 contre +3,9% prévu précédemment. En effet, le Fonds Monétaire International, dans les Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) d'octobre 2018, a revu à la baisse la prévision de croissance économique mondiale en 2018. Cette révision s'appuie sur la prise en compte des effets négatifs des mesures commerciales appliquées ou approuvées entre les Etats-Unis et leurs principaux partenaires, du durcissement des conditions financières, des tensions géopolitiques et de l'augmentation des factures d'importation de pétrole brut. L'amoindrissement de la prévision de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'année 2018 provient des économies émergentes et en développement (+4,7% contre +4,9% précédemment et +4,7% en 2017) tandis que la progression du PIB des pays avancés est maintenue à 2,4%, après +2,3% en 2017.

La légère accélération de la croissance du PIB des économies avancées, comparée à l'accroissement enregistré en 2017, est impulsée par les Etats-Unis (+2,9% contre +2,2% en 2017). Dans les autres pays, spécifiquement au Japon (+1,1% contre +1,7% en 2017), au Canada (+2,1% contre +3,0% en 2017), dans la Zone Euro (+2,0% après +2,4% l'année précédente) et au Royaume-Uni (+1,4% contre +1,7% en 2017), l'activité reste en progression, bien qu'en décélération.

Les pays émergents et pays en développement, pâtissent d'une croissance moins vigoureuse que prévue précédemment dans certaines économies émergentes et en développement, particulièrement celles de l'Europe (+3,8% contre +4,3% prévu précédemment), d'Afrique subsaharienne (+3,1% contre +3,4% précédemment), du Moyen orient, d'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan (+2,4% contre +3,5%). Cependant, la croissance du PIB en 2018 devrait rester vigoureuse (+4,7%), grâce notamment à la bonne tenue des économies chinoise (+6,6%) et indienne (+7,4%). En Afrique subsaharienne, la croissance devrait se situer à +3,1 % en 2018, en accélération par rapport à 2017 (+2,7 %) malgré la révision à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions du FMI de juillet 2018.

Au sein de l'UEMOA, l'activité économique devrait enregistrer une hausse de 6,8% en 2018 après +6,7% en 2017, soutenue principalement par le dynamisme des services de télécommunication, du tourisme et de l'hôtellerie, ainsi que par la bonne santé des activités des bâtiments et travaux publics. Dans cette zone économique, la Côte d'Ivoire continue de jouer

son rôle de locomotive avec un taux de croissance projeté à +7,7% en 2018.

Cours du cacao en hausse

Le marché des principaux produits de base est globalement bien orienté en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2018, comme l'illustrent les augmentations de l'indice des prix¹ des produits énergétiques (+35,2%) et des produits non énergétiques (+3,1%). Ainsi, les cours moyens des principaux produits de base notamment le pétrole brut (+37,2%), le cacao fève (+15,3%), le coton (+10,3%), l'or (+2,5%) et le riz (+6,9%) sont en progression par rapport à la période correspondante de 2017. Par contre, les cours du caoutchouc (-26,3%), du café (-15,6%), du sucre (-25,6%) et de l'huile de palme (-10,0%) restent en deçà de leur niveau moyen de 2017.

Appréciation de l'euro face au dollar en moyenne

Le marché des changes est caractérisé, en moyenne au troisième trimestre de l'année 2018, par un renforcement de la monnaie européenne face au dollar US (+7,4%), au dollar canadien (+5,8%), à la livre sterling (+1,5%), au yen (+4,8%) et au yuan renminbi (+2,8%).

En évolution mensuelle, l'euro recule face à la livre sterling (-0,5%) et prend de la valeur face au dollar US (+1,0%) au mois de septembre 2018.

Environnement économique national attractif

L'activité économique nationale évolue dans un environnement attractif, caractérisé par l'amélioration continue du climat des affaires et la poursuite des investissements publics en faveur des projets structurants.

En effet, grâce aux différentes réformes mises en œuvre, le climat des affaires est en constante amélioration et la Côte d'Ivoire est passée de la 177^{ème} place au classement général dans le rapport Doing Business 2013 de la Banque mondiale, à la 122^{ème} place dans le rapport 2019 publié en octobre 2018, enregistrant ainsi un gain de 55 places en six ans. Afin de maintenir cette performance, un agenda de 54 projets de réformes sectorielles couvrant la période 2018-2020 a été adopté en Conseil des Ministres du 26 septembre 2018. Il a été également enregistré à fin septembre 2018, au guichet unique du Centre de Promotion des Investissements de Côte d'Ivoire, une hausse des créations d'entreprises de 21,8% et un accroissement des investissements privés agréés de 72,8%.

En outre, la Côte d'Ivoire continue de renforcer son positionnement sur l'échiquier international tout en consolidant ses acquis en matière de bonne gouvernance. Ainsi, selon le

¹ Calcul basé sur les données parues dans les "World économique outlook du FMI du mois d'octobre 2018"

rapport de bonne gouvernance en Afrique établi par la *Fondation Mo Ibrahim*, la Côte d'Ivoire signe la plus forte amélioration en matière de gouvernance avec une progression de l'indice Mo Ibrahim de 12,7 points par rapport à son niveau de l'année 2008. Le pays est également le seul qui a progressé dans chacune des quatre catégories et des 14 sous-catégories de l'indice.

Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution du plan d'actions prioritaires du PND 2016-2020, le Gouvernement a mis en place un Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA). Cette initiative a pour but de favoriser la transformation structurelle de l'économie, en ciblant prioritairement le développement de l'agro-industrie. Ce programme qui bénéficie d'un soutien financier d'environ 9,88 milliards devrait contribuer à réduire la pauvreté en milieu rural. Dans cette même dynamique, le Gouvernement œuvre à améliorer l'accès des PME au financement et des usines installées aux matières premières, en vue d'encourager la transformation locale de certains produits agricoles.

Cependant, il convient de relever quelques problèmes au niveau de l'agriculture d'exportation. Il s'agit des difficultés de commercialisation de certains produits et de la faiblesse des prix au producteur de certaines cultures consécutive au recul des cours internationaux.

Les réalisations à fin septembre 2018 comparées à celles de la période correspondante de 2017 se présentent comme suit.

Productions globalement bien orientées dans l'agriculture d'exportation

Le **secteur primaire** continue de bénéficier des différentes actions mises en œuvre ou en cours, en vue de l'amélioration des rendements et de l'extension des surfaces cultivées. Dans l'agriculture d'exportation, les productions d'anacarde et de banane dessert qui étaient en repli au premier semestre 2018 ont connu une inversion de tendance. Ainsi, les productions de coton graine (+27,7%), de sucre (+4,8%), d'anacarde (+3,4%), de café (+337,0%) et de banane dessert (+1,7%) progressent alors que celles de cacao (-6,5%), de l'ananas (-11,7%) et du bois en grume (-17,1%) ressortent en baisse. Quant à l'agriculture vivrière, elle se comporterait bien au regard du bon approvisionnement des marchés qui favorise une baisse des prix des légumes frais (-8,0%), des tubercules et plantains (-5,7%) ainsi que des fruits (-3,2%).

Hausse continue des activités du secteur secondaire

Le **secteur secondaire** continue de tirer profit de la bonne orientation des activités industrielles et du Bâtiment et Travaux Publics (BTP). L'indice de la production industrielle croît de 3,5%, soutenu par le dynamisme des industries manufacturières (+5,8%). Par contre, l'industrie extractive (-9,9%) se contracte et l'activité de la branche « Electricité gaz et eau » (+1,1%) augmente modérément, en relation avec la contraction de la

demande extérieure d'électricité. Hors extraction, l'activité industrielle progresse de 5,4%. La bonne tenue de la production industrielle est confortée par l'accroissement de la demande intérieure d'électricité de moyenne tension (+2,9%).

Concernant l'indicateur avancé des BTP, il se renforce de 15,7%, grâce à la poursuite de la construction de logements et de l'exécution des grands chantiers publics (Stade d'Ebimpé, Echangeur Carrefour Solibra, construction et réhabilitation de certaines infrastructures routières du pays).

Bon comportement du secteur tertiaire

Le **secteur tertiaire** affiche une croissance de l'ensemble de ses composantes, notamment le transport et le commerce de détail.

En effet, le transport routier (+13,6%), le nombre de passagers commerciaux dans le transport l'aérien (+4,3%) ainsi que le trafic de marchandises dans le maritime (+3,3%) et le ferroviaire (+16,9%) s'affichent en hausse. De même, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail connaît un gain de 8,7%.

Inflation maîtrisée

L'**Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)** connaît une légère augmentation de 0,2% en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2018. Cette évolution est imputable à la hausse des prix des produits non alimentaires de 0,6% atténuée par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées de 0,9%. Les prix des produits alimentaires bénéficient des mesures de lutte contre la vie chère prises par le Gouvernement et du bon approvisionnement des marchés en produits vivriers.

En moyenne annuelle, l'**inflation** se situe à 0,3%, en deçà du taux plafond de 3,0% fixé par l'UEMOA.

Recouvrement des recettes fiscales en deçà de l'objectif

La situation des finances publiques est marquée par un niveau de recouvrement des recettes et dons de 3 477,2 milliards pour un objectif de 3 519,5 milliards. Il se dégage un gap de 42,4 milliards en lien principalement avec la moins-value des recettes fiscales. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 4 082,4 milliards pour un objectif fixé à 4 178,6 milliards dégageant une économie de 96,6 milliards dues à une exécution rationnelle des dépenses. Spécifiquement, les dépenses d'investissements se situent à 1 097,2 milliards, en sous consommation de 126,6 milliards par rapport à l'objectif.

Il résulte de ces évolutions, un solde primaire de base excédentaire de 40,4 milliards et un solde budgétaire global déficitaire de 605,2 milliards contre des soldes attendus respectivement à -17,5 milliards et -659,1 milliards. Le déficit budgétaire global a été couvert grâce à un recours aux marchés monétaire et financier pour 1 420,1 milliards repartis entre ressources extérieures (1 115,1 milliards d'eurobonds) et intérieures (305,0 milliards).

Amoindrissement de l'excédent commercial

Les échanges extérieurs de biens en commerce spécial et hors biens exceptionnels se caractérisent par un excédent commercial de 299,3 milliards, en recul de 79,9% comparé à l'excédent des neuf premiers mois de 2017 sous l'effet combiné du repli des exportations (-12,0%) et de l'accroissement des importations (+14,2%) en valeur. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations accuse un retrait de 31,1 points de pourcentage et ressort à 104,3%.

Les exportations pâtissent de la baisse du prix moyen (-9,1%) et de la contraction du volume exporté de produits primaires (-4,9%), notamment le cacao fèves (-9,6%) et le pétrole brut (-16,8%). A contrario, les importations en valeur profitent d'une bonne dynamique des biens intermédiaires (+44,0%) et des biens d'équipement (+12,3%). Ces deux types de produits bénéficient à la fois d'une hausse des volumes et des prix. En relation avec le fléchissement des prix à l'exportation et le renchérissement des prix des importations, les termes de l'échange se dégradent de 12,9%.

Accroissement des crédits nets à l'économie

La masse monétaire (M2) à fin septembre 2018 enregistre une hausse de 11,6% et s'établit à 8 941,5 milliards sous l'effet de la progression des actifs extérieurs nets de 9,0% (+169,9 milliards), des créances nettes sur l'administration centrale de 21,9% (+356,9 milliards) et des créances nettes sur l'économie de 10,4% (+604,1 milliards).

Concernant les activités des banques, au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, les nouvelles mises en place de crédits ordinaires, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts enregistrent en termes cumulés des hausses respectives de 10,9% (+353,6 milliards), de 15,9% (+104,4 milliards) et de 6,5% (+86,0 milliards). Les moyennes des taux appliqués s'affichent à 6,3% pour les crédits ordinaires, en retrait de 0,1 point par rapport au taux de la même période de 2017.

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indices BRVM 10 et BRVM composite reculent respectivement de 12,5% et de 16,4% en lien avec la baisse de la quasi-totalité des indices sectoriels. Quant à la capitalisation boursière composite, elle recule de 3,8% du fait de la baisse de la capitalisation du marché des actions de 11,8% conjuguée à la hausse de 13,2% de la capitalisation du marché des obligations. La BRVM continue de subir l'effet des prises de bénéfices après les gains enregistrés sur la période 2012-2015.

En définitive, l'économie ivoirienne maintient son orientation favorable observée au premier semestre 2018 dans un environnement propice confirmée par des indicateurs internationaux (Indice Mo Ibrahim de la bonne gouvernance et classement Doing Business de la Banque mondiale). Elle bénéficie du redressement de la production de noix de cajou comme prévu ainsi que du rebond de la production de banane dessert. Le dynamisme de l'activité est donc porté principalement par les secteurs secondaire et tertiaire.

Les prix à la consommation continuent d'être maîtrisés grâce à un bon approvisionnement des marchés et le maintien de la confiance du secteur bancaire en l'économie ivoirienne se confirme à travers la progression des nouvelles mises en place de crédits.

Cette évolution favorable de l'activité devrait se poursuivre, en relation avec le lancement des travaux du 4^{ème} pont d'Abidjan le 30 juillet 2018 et la poursuite des chantiers en cours d'exécution. Le taux de croissance du PIB devrait ressortir à 7,7% en 2018.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La croissance de l'économie mondiale devrait ressortir à 3,7% en 2018 contre +3,9% prévu précédemment. En effet, le Fonds Monétaire International, dans les Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'octobre 2018, a révisé à la baisse la prévision de croissance économique mondiale en 2018. Cette révision s'appuie sur la prise en compte des effets négatifs des mesures commerciales appliquées ou approuvées entre les Etats-Unis et leurs principaux partenaires, du durcissement des conditions financières, des tensions géopolitiques et de l'augmentation des factures d'importation de pétrole brut. L'amoindrissement de la prévision de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'année 2018 provient des économies émergentes et en développement (+4,7% contre +4,9% précédemment et +4,7% en 2017) tandis que la progression du PIB des pays avancés est maintenue à 2,4%, après +2,3% en 2017.

I.1. PAYS AVANCÉS

La croissance dans les pays avancés devient moins synchronisée. Les taux de croissance de l'activité dans la Zone euro et au Japon ont été révisés à la baisse. Par conséquent, la croissance du PIB de ce groupe de pays devrait se situer à +2,4% en 2018, en retrait de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision de juillet 2018.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel dans les pays avancés en 2018 (en %)

Pays	Prévisions annuelles		
	Réalisé 2017	Prévision 2018	
	Mise à jour des PEM juillet 2018	Mise à jour des PEM juillet 2018	PEM octobre 2018
Mondiale	3,7	3,9	3,7
Pays avancés	2,4	2,5	2,4
Etats Unis	2,3	2,9	2,9
Canada	3,0	2,1	2,1
Japon	1,7	1,2	1,1
Royaume-Uni	1,7	1,4	1,4
Zone Euro	2,4	2,2	2,0
France	2,3	1,8	1,6
Allemagne	2,5	2,1	1,9
Italie	1,5	1,2	1,2
Espagne	3,1	2,8	2,7

Source : FMI PEM juillet et octobre 2018

Aux États-Unis, la croissance devrait culminer à 2,9 % en 2018, grâce à une politique budgétaire expansionniste ainsi qu'à des conditions financières toujours favorables malgré le durcissement attendu de la politique monétaire.

L'économie américaine tire également profit d'une demande intérieure vigoureuse qui devrait porter l'économie au-dessus du plein-emploi, doper les importations et creuser le déficit des transactions courantes.

Au Japon, la croissance devrait se situer à 1,1 % en 2018 (contre 1,7 % en 2017). Les perspectives à moyen terme du Japon sont assombries par le recul tendanciel de la population active lié au vieillissement démographique.

La progression PIB réel du **Royaume-Uni** devrait se maintenir à 1,4% en 2018, en décélération par rapport à 2017 (+1,7%).

Parmi les autres pays avancés, la croissance devrait être soutenue au **Canada** comme prévu précédemment, en raison d'une amélioration des investissements des entreprises et des exportations.

Dans la **zone euro**, la prévision de progression du PIB en 2018 a été révisée à 2,0 %, en retrait de 0,2 point de pourcentage par rapport à la prévision de juillet 2018. Les perspectives dans la zone sont entourées d'incertitudes, liées notamment aux négociations sur le Brexit, au risque de dérapage budgétaire en Italie et aux tensions commerciales internationales.

En France, la croissance devrait se situer à +1,6 % en 2018, contre +1,8% prévu précédemment, en raison spécifiquement d'une demande extérieure plus faible.

En Allemagne, la prévision de croissance du PIB de l'année 2018 a été révisée à la baisse à 1,9 % (-0,3 point de pourcentage), suite au ralentissement des exportations et de la production industrielle.

En Italie, le PIB réaliserait la plus faible progression de la zone euro (+1,2 %) en 2018, en raison d'un ralentissement de la production manufacturière et des incertitudes sur les politiques économiques.

En Espagne, la croissance devrait s'établir à 2,7 % en 2018, en recul de 0,1 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juillet 2018. Cette révision est liée principalement à la contraction de la demande intérieure.

I.2. PAYS ÉMERGENTS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La prévision de croissance des **économies émergentes et en développement** en 2018 a subi une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à la prévision de juillet 2018 et devrait donc se situer à 4,7 %, en raison d'une progression moins forte que prévu antérieurement dans certains pays.

Tableau 2 : Taux de croissance du PIB réel dans les pays émergents et en développement en 2018 (en %)

Pays	Prévisions annuelles		
	Réalisé 2017	Prévision 2018	
	Mise à jour des PEM juillet 2018	Mise à jour des PEM juillet 2018	PEM octobre 2018
Pays émergents	4,7	4,9	4,7
<i>Chine</i>	6,9	6,6	6,6
<i>Russie</i>	1,5	1,7	1,7
<i>Brésil</i>	1,0	1,8	1,4
<i>Inde</i>	6,7	7,4	7,3
Afrique subsaharienne	2,7	3,7	3,4
<i>Nigéria</i>	0,8	2,1	1,9
<i>Afrique du sud</i>	1,3	1,5	0,8

Source : FMI PEM juillet et octobre 2018

En **Chine**, la progression du PIB en 2018 devrait se maintenir à 6,6%, en dépit du ralentissement de la demande extérieure et du durcissement de la réglementation financière.

En **Inde**, la croissance reste dynamique et atteindrait +7,3% en 2018. Cette orientation favorable de l'activité est attribuable au renforcement des investissements et à la robustesse de la consommation privée. Elle fait suite aux chocs transitoires tels que la démonétisation des billets de 500 et de 1000 roupies et l'instauration d'une taxe nationale sur les produits et services.

Au **Brésil**, l'économie devrait enregistrer une croissance de 1,4 % en 2018, moins vigoureusement que prévu précédemment (+1,8%), à cause des perturbations liées à la grève des chauffeurs de camion, des conditions financières extérieures plus strictes, et des incertitudes qui ont entouré l'élection présidentielle.

La croissance de l'économie **russe**, devrait quant à elle, atteindre 1,7 % en 2018 contre 1,5 % en 2017, grâce à

l'augmentation des cours du pétrole brut et à la reprise de la demande intérieure.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance ressortirait à +3,1% en 2018 contre une prévision précédente de +3,4%. Cette légère décélération est en lien avec la dégradation des perspectives de croissance de l'Afrique du Sud (+0,8% contre +1,5%, antérieurement) et du Nigeria (+1,9% contre +2,1% précédemment).

En effet, malgré l'amélioration des cours des matières premières et la bonne tenue de la production agricole, **l'économie sud-africaine** évolue dans un climat d'incertitudes à l'approche des élections de 2019.

En ce qui concerne le **Nigéria**, la hausse de la production devrait atteindre 1,9% en 2018 après 0,8% en 2017. Cette progression, bien qu'inférieure à la prévision de juillet 2018, profite de l'influence positive du redressement des cours du pétrole.

En **Angola**, deuxième pays exportateur de pétrole de la région, le FMI prévoit une contraction du PIB réel de 0,1% en 2018 après un recul de 2,5 % en 2017. Le pays enregistre une inflation à deux chiffres depuis la dévaluation monétaire intervenue en début d'année 2018. Aucun secteur n'est épargné par la crise économique, mais la pêche et l'industrie pétrolière souffrent le plus.

I.3. ZONE UEMOA

Dans la zone **UEMOA**, le PIB est attendu en hausse de 6,9% en 2018, après une progression de 6,8% en 2017, tiré principalement par le dynamisme des services de télécommunication, du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que par l'essor des activités des Bâtiments et Travaux Publics (BTP).

Concernant **l'inflation**, elle reste modérée. En glissement annuel, le taux est ressorti à 0,7% au troisième trimestre 2018 après 0,9% le trimestre précédent, en lien avec la baisse des prix des produits alimentaires favorisée par l'approvisionnement satisfaisant des marchés en produits céréaliers et en tubercules. S'agissant de **l'exécution des budgets** des Etats membres, elle s'est soldée par une atténuation du déficit budgétaire; le ratio base engagements y compris les dons se situant à 2,2% du PIB au premier semestre 2018 contre 2,6% à la même période

de l'année précédente. Quant aux **transactions courantes**, elles se solderaient par un déficit de 7,0% du PIB en 2018 après un déficit de 7,2% enregistré en 2017.

Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA (en %)

Pays	Croissance du PIB en 2017	Croissance du PIB en 2018
Bénin	5,4	6,0
Burkina Faso	6,9	6,9
Côte d'Ivoire	7,7	7,7
Guinée Bissau	5,9	5,7
Mali	5,3	5,4
Niger	5,2	5,5
Sénégal	6,8	7,0
Togo	5,0	5,2
UEMOA	6,8	6,9

Sources : Rapport de Surveillance Multilatérale de décembre 2017, cadrage macroéconomique 2016-2023 Côte d'Ivoire

I.4. MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DES CHANGES

Bonne orientation des cours du cacao

Le marché des principaux produits de base s'oriente favorablement en moyenne au troisième trimestre de l'année 2018, comme en témoignent les augmentations des **indices des prix des produits énergétiques** et des **produits non énergétiques** de 35,2% et 3,1% respectivement.

En ce qui concerne les produits énergétiques, les cours du pétrole brut (+37,2%), du supercarburant (+24,7%), du gasoil (+34,8%) progressent. Quant aux produits non énergétiques leur orientation haussière s'explique par la bonne tenue des cours du cacao (+15,3%), de l'or (+2,5%), du maïs (+1,0%) et du coton (+10,3%). Par contre, la chute des cours moyens du caoutchouc (-26,3%), du sucre (-25,6%), de l'huile de palme (-10,0%) et du café (-15,6%) amoindrit les progressions.

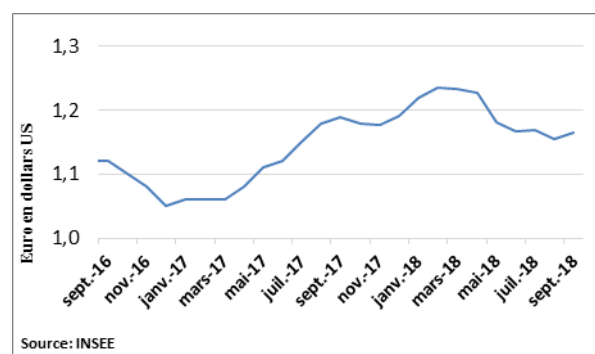
En évolution mensuelle, les cours des principaux produits évoluent de façon mitigée. Ainsi, les prix du cacao (+1,1%), du pétrole brut (+8,8%), du sucre (+2,9%) et du gasoil (+5,1%) croissent tandis que ceux du café (-4,1%), de l'huile de palme (-1,2%), de l'or (-0,2%), du riz (-0,7%) et du maïs (-1,7%) reculent. Concernant particulièrement le cacao, les cours sont passés de 2 172 dollars US la tonne en moyenne au mois d'août 2018 à

2 195 dollars US la tonne en septembre 2018 sur le marché de Londres.

L'euro s'apprécie face aux principales monnaies

Le marché des changes est caractérisé, en moyenne les trois premiers trimestres de l'année 2018, par une progression de la monnaie européenne face aux principales monnaies. Ainsi, l'euro s'envole face au dollar US (+7,4%), au dollar canadien (+5,8%), à la livre sterling (+1,5%), au yen (+4,8%), au yuan renminbi (+2,8%) et au rand sud-africain (+4,7%). Ce raffermissement s'explique par la poursuite d'une politique monétaire accommodante par la Banque Centrale Européenne à travers des achats de titres jusqu'en fin d'année 2018.

Graphique 1 : Cours de l'euro en dollar à fin septembre 2018



En évolution mensuelle au mois de septembre 2018, l'euro recule face à la livre sterling (-0,5%) et s'apprécie face au dollar US (+1,0%).

II. CONJONCTURE NATIONALE

*L'analyse porte sur les données à fin septembre 2018, comparées à celles à fin septembre 2017, sauf indication contraire
Valeurs en FCFA*

Au plan national, l'environnement économique bénéficie de l'amélioration continue du climat des affaires et de la poursuite de l'exécution des investissements publics en faveur des projets structurants.

En effet, l'économie ivoirienne tire profit d'un environnement des affaires propice marqué par la mise en œuvre des réformes portant notamment sur la dématérialisation des actes et services publics. Il en est de même pour la réduction des coûts administratifs, la modernisation de la justice et la réforme fiscale. Ainsi, un Portail Unique des Services à l'Investisseur (PUSI) a été mis en service. Ce portail, vise à centraliser et faciliter les formalités administratives des entreprises.

Grâce à ces réformes entreprises, le climat des affaires est en constante amélioration et la Côte d'Ivoire est passée de la 177^{ème} place au classement général dans le rapport Doing Business 2013 de la Banque Mondiale, à la 122^{ème} place dans le rapport 2019 publié en octobre 2018, enregistrant ainsi un gain de 55 places en six ans. Pour maintenir cette performance, un agenda de 54 projets de réformes sectorielles couvrant la période 2018-2020 a été adopté en Conseil des Ministres le mercredi 26 septembre 2018. Il a été également enregistré à fin septembre 2018, au guichet unique du Centre de Promotion des Investissements (CEPICI), 10 882 entreprises créées contre 8 932 au cours de la même période de 2017, soit une hausse de 21,8%. De même, le volume des investissements privés agréés par le CEPICI s'établit à 545,0 milliards, en hausse de 72,8%.

En outre, en vue de rendre plus attractive la destination Côte d'Ivoire, un nouveau code des investissements, conforme aux textes internationaux et en harmonie avec les objectifs du PND 2016-2020, a été adopté en Conseil des Ministres. Une ordonnance y afférent a été signée par le Président de la République le 1^{er} août 2018.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire continue de renforcer son positionnement sur l'échiquier international tout en consolidant ses acquis en matière de bonne gouvernance. Ainsi, selon le rapport de bonne gouvernance en Afrique

établi par la Fondation Mo Ibrahim, la Côte d'Ivoire signe la plus forte amélioration en matière de gouvernance avec une progression de l'indice Mo Ibrahim de 12,7 points par rapport à son niveau de l'année 2008. Le pays est également le seul qui a progressé dans chacune des quatre catégories et des 14 sous-catégories de l'indice.

Ces efforts rendent les perspectives d'investissements très prometteuses pour la Côte d'Ivoire qui intègre le top 5 des pays les plus attractifs de l'Afrique à l'horizon 2022, selon l'étude menée en 2017 par les agences de conseil Havas Horizons et l'Institut Choiseul auprès des investisseurs internationaux sur le financement de la croissance africaine.

Pour maintenir la stabilité du cadre macroéconomique, le Gouvernement veille au respect des engagements pris dans le Programme Économique et Financier « PEF FEC-MEDC » 2016-2019, conclu avec le FMI. A cet effet, il poursuit la consolidation budgétaire par l'amélioration du recouvrement des recettes, la rationalisation des dépenses tout en augmentant les dépenses pro-pauvres, ainsi qu'en mettant en œuvre une gestion plus efficace des risques budgétaires liés aux entreprises publiques et aux Partenariats Public-Privé (PPP).

Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution du plan d'actions prioritaires du PND 2016-2020, un Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles (PADFA) a été mis en place. Cette initiative vise à favoriser la transformation structurelle de l'économie à travers le développement de l'agro-industrie. D'un coût de 9,88 milliards, ce programme devrait contribuer à réduire la pauvreté en milieu rural. En outre, le Gouvernement œuvre à améliorer l'accès des PME au financement et des usines installées aux matières premières, afin d'améliorer le taux de transformation locale de certains produits agricoles et contribuer à la transformation structurelle de l'économie ivoirienne.

Au niveau social, les autorités ivoiriennes accentuent les mesures et politiques en faveur des couches les plus défavorisées, pour réduire les inégalités et rendre la

croissance plus inclusive. Il s'agit principalement de la promotion de l'autonomisation économique des femmes et du développement du capital humain afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail.

Cependant, il convient de relever une certaine morosité au niveau de l'agriculture d'exportation. Cette situation s'explique par les difficultés de commercialisation de certains produits et par la faiblesse des prix aux producteurs de certaines cultures consécutive à la contraction des cours internationaux.

II.1. SECTEUR RÉEL

Le secteur réel reste bien orienté, grâce à la poursuite de l'exécution du PND 2016-2020 et à un environnement des affaires incitatif.

II.1.a. Secteur primaire

Dans le secteur primaire, les niveaux de production de l'agriculture d'exportation restent assez bien orientés. Les productions d'anacarde et de banane qui avaient connu un premier semestre difficile se sont redressées. Par ailleurs, l'agriculture vivrière continue de bien se comporter au regard du bon approvisionnement des marchés qui favorise une baisse des prix des légumes frais (-8,0%) ainsi que des tubercules et plantains (-5,7%).

✓ Evolution favorable des quantités produites dans l'agriculture d'exportation

Au niveau de l'agriculture d'exportation, la bonne orientation provient de l'anacarde (+3,4%), de café (+337,0%), de la banane dessert (+1,7%), du coton graine (+27,7%), et du sucre (+4,8%) tandis que les productions d'ananas (-11,7%), de cacao (-6,5%) et de bois (-17,1%) reculent.

La production de **cacao** se situe à 997 597,0 tonnes en baisse de 6,5% par rapport à la période correspondante de 2017. Ce repli fait suite à un niveau de récolte record atteint l'année précédente.

Le prix bord champ du cacao a été fixé à 750 FCFA/kg pour la campagne principale 2018-2019, en hausse de 7,1% par rapport à la campagne précédente. Ce nouveau

prix bord champ devrait permettre aux producteurs d'engranger un revenu additionnel de 100 milliards.

Par ailleurs, le Conseil Café Cacao et le Ghana Cocoa Board ont lancé conjointement un vaste programme de lutte contre le swollen shoot. Dans ce cadre, les deux pays ont obtenu un financement de 600 millions de dollars de la Banque Africaine de Développement (BAD). Les fonds récoltés permettront de dédommager les paysans qui verront leurs plantations détruites en attendant la distribution de nouveaux plants.

Il faut également noter qu'une nouvelle politique de gestion environnementale dénommée Initiative Cacao et Forêts (ICF) est lancée pour concrétiser la contribution de la filière cacao à la préservation des forêts. Un budget de 126 milliards a été adopté pour la mise en œuvre du plan d'actions de l'ICF sur la période 2019-2021.

Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	9 mois 2017	9 mois 2018	Variation (%)	Prévision de croissance annuelle 2018 (%)
Cacao	1 067 058,0	997 597,0	-6,5	-3,8
Café	28 209,0	123 265,0	337,0	251,3
Anacarde	711 235,9	735 264,0	3,4	5,5
Coton graine	217 729,8	278 080,3	27,7	17,0
Sucre	106 675,9	111 829,1	4,8	7,0
Ananas	35 651,1	31 479,2	-11,7	-5,4
Banane	303 951,1	309 186,1	1,7	0,4
Bois en grumes	1 008 702,7	835 952,4	-17,1	nd

Source : DGE, OPA, MINADER

S'agissant du **café**, la production ressort à 123 265,0 tonnes, en progression de 337,0%. La filière rebondit après une campagne antérieure marquée par une pluviosité défavorable qui a induit une faiblesse de la production.

La production d'**anacarde** enregistre une inversion de tendance après être ressortie en baisse de 1,1% à fin juin 2018, en raison des difficultés de commercialisation induites par la chute des prix internationaux de l'amande de cajou. En effet, bénéficiant de la reprise de la commercialisation, la production augmente de 3,4% pour atteindre 735 264,0 tonnes. Par ailleurs, la mise en œuvre du Projet de Promotion de la Compétitivité de la Chaîne de Valeur de l'Anacarde, financé par la Banque Mondiale, a débuté par le lancement de l'évaluation

environnementale et sociale du projet d'aménagement de zones agro-industrielles dédiées à la transformation de l'anacarde. Ce projet doit permettre de mettre en place les infrastructures pour faciliter l'installation des unités de transformation dans quatre chefs-lieux de régions à forte production, à savoir Bouaké, Korhogo, Bondoukou et Séguéla.

Par ailleurs, le taux de transformation se situe à 8,9% en amélioration de 2,3 points de pourcentage par rapport à 2017. Ce taux correspond à un volume de 65 460,2 tonnes de noix de cajou livrées aux unités de transformation fonctionnelles au nombre de 25 avec une capacité totale de 116 350 tonnes.

La production de **coton graine**, en fin de campagne depuis mai 2018, se situe à 278 080,3 tonnes sur la période écoulée de l'année, en progression de 27,7%. Cette vitalité s'explique par la mise en œuvre effective du zonage industriel qui a permis l'amélioration du rendement à travers la mutualisation du processus de production, de multiplication, et de distribution de semences. Le rendement à l'hectare est ainsi passé de 955 kg à 1261 kg pour la campagne échue, soit un accroissement de plus de 30%.

Pour la campagne 2018-2019 qui démarre au mois de novembre, le prix d'achat au producteur est maintenu à 265 FCFA/kg pour le coton graine de premier choix et à 245 FCFA/kg pour le deuxième choix. Le niveau satisfaisant du rendement, conjugué avec un niveau acceptable des prix internationaux, ont permis de reverser aux producteurs un revenu brut de 108 milliards pour la campagne 2017-2018 contre 86 milliards au cours de la campagne précédente, soit une hausse de 25,5%.

La production de **sucre** à partir de la canne à sucre s'établit à 111 829,1 tonnes, en accroissement de 4,8%. La bonne tenue de la production est attribuable à l'extension des surfaces cultivées, l'accroissement des rendements et l'amélioration du taux d'extraction du sucre des usines. Pour la campagne 2018-2019 qui débute au mois d'octobre 2018, il est prévu une accélération des investissements afin d'atteindre un objectif de 300 000 tonnes en 2023.

En effet, la filière bénéficie d'un financement de l'UE à travers le Projet d'Appui à l'Amélioration de la Gestion Environnementale et de la Production de canne villageoise sur les complexes sucriers. Ce projet vise la promotion de la viabilité du secteur sucre et sa bonne gestion environnementale et sociale. Il doit contribuer à l'augmentation des capacités de production de canne villageoise sur les complexes sucriers avec l'aménagement de 772 ha de parcelles et la formation de 413 nouveaux planteurs.

Au niveau de la **banane dessert**, la production se redresse et ressort en augmentation de 1,7% pour une production de 309 186,1 tonnes. Cette embellie s'explique par l'exécution du programme « Mesures d'Appui à la Banane » (MAB) financé par l'UE. Ce programme vise l'amélioration de la rentabilité et la compétitivité de la filière banane et sa mise aux normes pour répondre aux exigences du marché international et de la grande distribution européenne, dans un contexte d'intensification de la concurrence sur le marché de l'UE.

S'agissant de la production d'**ananas**, elle s'établit à 31 479,2 tonnes en contraction de 11,7%. La filière pâtit de la désaffectation des petits producteurs du fait du manque d'accompagnement. En effet, les producteurs d'ananas sont confrontés aux difficultés de commercialisation sur le marché européen liées aux exigences accrues en matière de norme de qualité et à la concurrence des fruits d'origine latino-américaine. Les perspectives de développement de la filière sont basées sur le développement d'une nouvelle variété aux meilleures qualités gustatives, une meilleure exploitation du marché sous régional et l'accroissement de la transformation locale.

Au niveau du **bois en grumes**, la production s'affaïsse de 17,1% et se situe à 835 952,4 m³. Cette évolution est imputable notamment à la rationalisation des activités d'exploitation forestière.

✓ *Bonne dynamique dans l'agriculture vivrière*

Le développement de l'agriculture vivrière reste une préoccupation majeure pour le Gouvernement ivoirien. Par conséquent, de nombreux projets sont en cours d'exécution avec le double objectif d'accroître la

production et d'entamer la transformation agro-industrielle.

En ce qui concerne les cultures du manioc et du maraîcher, l'UE finance le Projet d'Appui au Développement des filières Manioc et Maraichers (PRO2M) à hauteur de 11,5 milliards. Ce projet vise à créer des emplois et à renforcer la sécurité alimentaire par une production agricole de qualité dans vingt-et-une (21) régions sur une période allant de 2017 à 2021. Une production additionnelle annuelle de 34 000 tonnes pour les maraichers, de 300 000 tonnes de manioc frais dont 60 000 tonnes de produits transformés en « attiéké et placali », est attendue à l'issue de ce projet. Ces résultats seront possibles grâce à des innovations comme la production sous serre, l'irrigation, la mécanisation et la professionnalisation des acteurs des filières. En matière de création d'emplois, ce projet devrait contribuer à la création de 7 000 nouveaux emplois directs permanents dans les zones de production et 20 000 emplois indirects tout au long de la chaîne de valeurs des deux cultures, en promouvant un modèle d'entrepreneuriat agricole.

Par ailleurs, le projet intégré hévéa-vivrier, appuyé par l'Etat a été initié dans 14 villages du département de Prikro. Ce projet vise à développer des cultures de maïs, d'arachide, de manioc, d'igname et de banane, en attendant la maturité des plants d'hévéa. Il a permis ainsi de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer le bien-être des populations en leur fournissant des revenus supplémentaires.

Dans la région du Béliér et le District autonome de Yamoussoukro sera mis en œuvre le Projet Pôle Agro-Industriel (2PAI-Béliér). D'une durée de cinq ans, le 2PAI-Béliér est axé sur des actions de construction d'infrastructures et de renforcement du capital productif en vue de créer les conditions préalables à l'industrialisation de ces zones à partir du secteur agricole. Le projet porte sur cinq filières (riz, maïs, manioc, légumes, porc et poisson) et est financé à hauteur de 80 milliards par la Banque Africaine de Développement (BAD). Il s'inscrit dans le cadre de la deuxième génération du Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) couvrant la période 2017-2025.

Ainsi, les perspectives dans le secteur primaire sont favorables avec l'embellie dans l'agriculture d'exportation et le dynamisme dans l'agriculture vivrière. La mise en œuvre du PNIA 2 et l'accompagnement financier du secteur par les partenaires au développement devraient aboutir à un renforcement de la production agricole et à un approfondissement du développement agro-industriel.

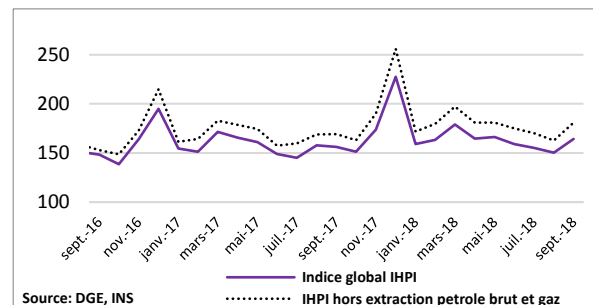
II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire poursuit sa bonne dynamique au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, grâce à la progression de l'activité industrielle et des BTP.

✓ *Activité industrielle en hausse*

L'activité industrielle augmente de 3,5%, portée par une hausse de la production manufacturière de 5,8%. Par contre, les activités de la branche « électricité, gaz et eau » enregistrent une hausse modérée de 1,1% et l'activité extractive se contracte de 9,9%. Hors extraction, la production industrielle progresse de 5,4%.

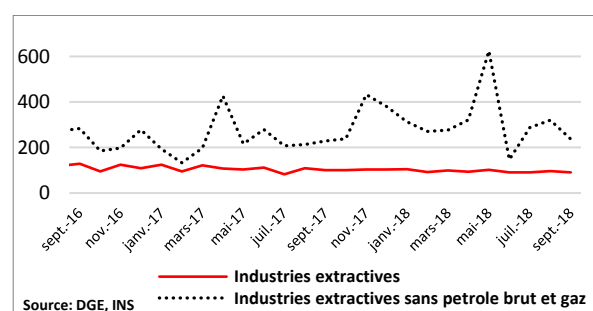
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle



○ *Extraction minière contrastée*

La contraction du secteur extractif provient de la sous-branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activité annexe » (-11,7%), tandis que les « autres activités extractives » s'améliorent de 33,5%.

Graphique 3 : Indice de production des industries extractives



La déplétion naturelle de certains puits pétroliers combinée à la chute de la production de gaz naturel, en lien avec la baisse de la demande du secteur électricité, affectent la sous branche « **extraction de pétrole brut et de gaz naturel** ».

Ainsi, la production de *pétrole brut* replie de 11,0% pour s'établir à 8 406,7 milliers de barils. Ce fléchissement se ressent au niveau de l'ensemble des permis. La plus forte baisse est observée au niveau du permis CI11 (-48,7%), puis suivent les permis CI27 (-37,8%), CI40 (-10,5%) et CI 26 (-2,6%). La *production gazière* se contracte quant à elle de 9,5% et s'affiche à 1 505,6 millions de mètres cubes. Ce recul est expliqué par la hausse de la production d'électricité de source hydraulique (+55,4%) qui contraint à la baisse la production d'électricité de source thermique (-11,3%) plus onéreuse.

Concernant les « **autres activités extractives** », elles sont portées par la hausse des productions de diamant, de manganèse, de nickel latérite et de gravier. En effet, les ventes de gravier s'accroissent de 46,3% comparées à la période correspondante de l'année 2017, en lien avec l'embellie des activités des BTP.

De même, la production **diamant brut** croît de 22,8% et s'établir à 5 226,7 carats. Cette tendance haussière devrait se renforcer grâce au développement d'exploitations industrielles et semi-industrielles.

Au niveau du **manganèse**, l'extraction affiche un accroissement de 27,4% pour s'établir à 426 221,5 tonnes. Toutefois, le rythme de progression connaît une décélération par rapport à son niveau du premier semestre 2018 (+107,3%), en raison de la persistance des difficultés de commercialisation liées à l'insuffisance de quais disponibles au Port Autonome d'Abidjan pour le stockage.

La production de **nickel latéritique**, démarrée en avril 2017 avec une production de 379 766 tonnes, atteint 426 221,5 tonnes à fin septembre 2018. Elle devrait ressortir à 750 000 tonnes en fin d'année 2018 et avoisiner 1 000 000 tonnes en 2019, selon les opérateurs du secteur.

A l'inverse, l'extraction **aurifère** se contracte de 10,5% pour s'établir à 16 560,1 kg, impactée par la baisse de la production de la mine de Tongon suite aux arrêts de

l'exploitation enregistrés en cours d'année du fait des revendications sociales. Toutefois, la reprise effective du travail intervenue au troisième trimestre 2018 devrait permettre d'inverser la tendance et ressortir avec une hausse de la production en fin d'année.

○ **Progression des industries manufacturières**

La production du **secteur manufacturier** s'améliore de 5,8%, portée par les activités des « industries agroalimentaires et tabac » (+14,4%), des « industries métalliques » (+6,7%), des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+3,7%), des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+5,1%), de la « fabrication de machines et matériel de tous types » (+17,8%) ainsi que des « industries textiles et cuir » (+5,9%), à l'exception des « industries du bois et meubles » qui se contractent de 4,5%.

La production des « industries agroalimentaires et tabac » bénéficie de la bonne santé de la « fabrication de produits alimentaires et boissons » (+14,4%) et de la « fabrication de produits à base de tabac » (+14,4%).

L'accroissement des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » témoigne de la vigueur de la demande en matériaux de construction et de décoration, en lien avec l'orientation favorable des BTP.

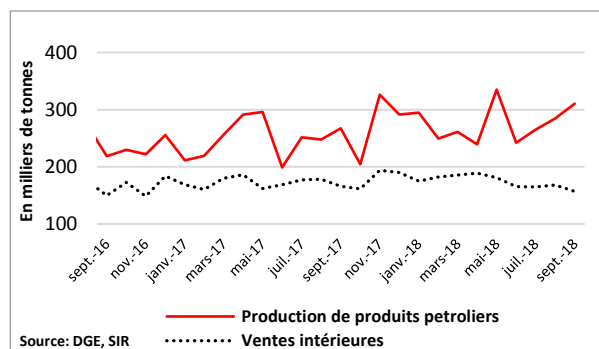
L'évolution positive des « industries métalliques » est attribuable à la sous-branche « fabrication d'ouvrages en métaux ; travail des métaux » (+16,1%).

Les « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » croissent de 5,5%, en relation avec les hausses de leurs sous branches notamment, la « fabrication de produits chimiques » (+1,2%) et le « raffinage pétrolier, cokéfaction, industries nucléaires » (+10,2%) ainsi que la « fabrication de produits en caoutchouc ou en matières plastiques » (+4,7%).

Maintenant sa tendance haussière, la production de **produits pétroliers** s'accroît de 10,8% pour atteindre 2 480 416 tonnes à fin septembre 2018, soutenue aussi bien par la consommation intérieure (+1,3%) que par les ventes à l'extérieur (+6,9%). La progression de la

consommation intérieure est attribuable à l'essence (+29,3%), au gasoil (+5,0%), au fuel-oil (+7,0%) et au DDO (+26,5%).

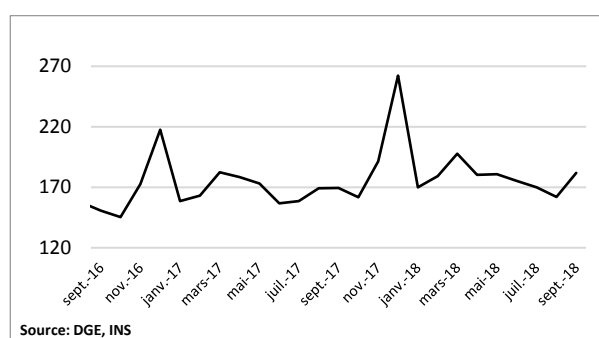
Graphique 4 : Production et vente de produits pétroliers



L'activité de « fabrication de machines et matériels de tous types » progresse de 17,8% à fin septembre 2018, grâce au dynamisme de la sous branche « fabrication de machines et de matériels électriques » (+13,4%).

S'agissant de la production de la branche « industries du bois et meubles », elle se contracte de 4,5% à fin septembre 2018, affectée par le retrait de la sous branche « fabrication de meubles ; activités de fabrication non classées ailleurs » (-5,5%), en dépit de la hausse du « travail du bois et fabrication d'articles en bois ou de vannerie » (+4,6%).

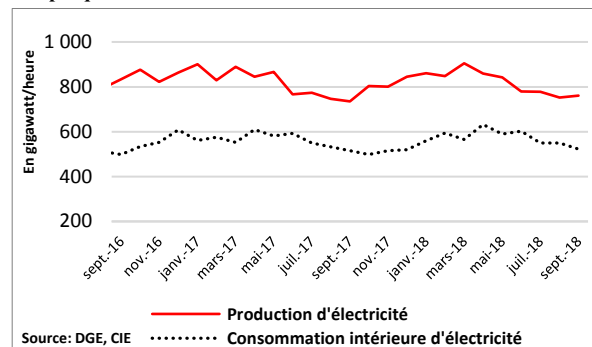
Graphique 5 : Indice de production du secteur manufacturier



○ Croissance modérée dans la branche électricité, gaz et eau

L'indice de la production de la branche « électricité, gaz et eau » affiche une hausse modérée de 1,1% imputable à la « production et distribution d'électricité » qui ne croît que de 0,4% tandis que l'activité de « captage, traitement et distribution d'eau » progresse plus vigoureusement de 3,0%.

Graphique 6 : Production et consommation d'électricité



Au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, la production nette d'électricité ressort en hausse de 0,4% et s'établit à 7 384,3 Gwh, sous l'effet conjugué de la forte croissance de la production de source hydraulique (+55,4%) et de la baisse de celle de source thermique (-11,3%).

L'hydroélectricité continue de bénéficier d'une production additionnelle du barrage de Soubré mis en service dans le courant de l'année 2017.

Concernant la production d'énergie de source thermique, elle est affectée par le choix des autorités ivoiriennes de privilégier la production d'énergie de source hydraulique en vue de réduire les coûts de production de l'électricité.

La faible progression de la production nette d'électricité s'explique par la quasi-stagnation de la demande totale d'électricité (-0,1%), sous l'effet de la contraction des ventes extérieures (-11,1%) et de la hausse de la demande intérieure (+1,9%). La baisse des exportations d'électricité est liée à l'arrêt des achats du Ghana, du Bénin et du Togo suite au développement de la capacité de production Ghanéenne. En ce qui concerne la demande intérieure d'électricité, elle est portée aussi bien par la consommation de moyenne tension (+2,9%) que par celle de basse tension (+1,1%). La progression de la consommation d'énergie électrique de moyenne tension atteste du dynamisme de l'activité industrielle.

✓ BTP

A l'issue des neuf premiers mois de l'année 2018, les BTP enregistrent un bon dynamisme avec la progression de l'indicateur avancé du BTP de 15,7%. Cette performance résulte de l'exécution des investissements publics. Ces travaux ont entraîné une augmentation de la

consommation de béton (+18,8%), de graviers (+46,3%), de « câbles et fils électriques » (+4,4%) et de « bitume » (+125,8%). Toutefois, l'impact de la bonne tenue des ventes de ces matériaux est atténué par la contraction de la consommation de « tôles et bacs » (-15,7%), de « ciment » (-3,3%) et de « sable » (-42,4%).

II.1.c. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire connaît une évolution favorable en relation avec la bonne tenue des secteurs primaire et secondaire.

✓ *Hausse globale du chiffre d'affaires dans le commerce de détail*

L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail enregistre une progression de 8,7% en termes nominaux, du fait d'une croissance dans l'ensemble des branches.

Les ventes de « produits pétroliers » s'accroissent de 12,5%, sous l'effet à la fois d'une augmentation des quantités vendues qui dénote du dynamisme du trafic urbain et interurbain et d'une hausse des prix à la pompe du gasoil ainsi que du super.

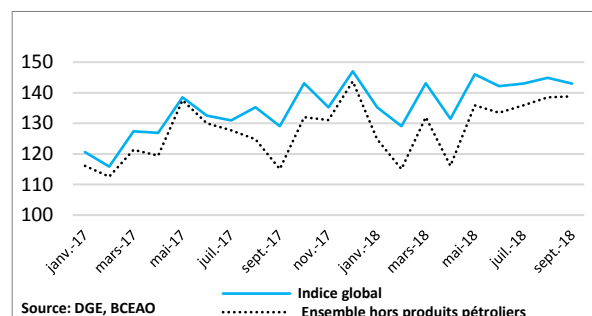
Les ventes de « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » s'accroissent également de 10,2%, impulsées par les offres promotionnelles sur les véhicules neuf.

Les ventes de « produits d'équipement du logement » restent orientées à la hausse (+5,4%), portées essentiellement par les « matériaux de construction, quincaillerie, peinture, verre et article de verre » (+5,6%) qui tirent avantage du dynamisme des BTP.

Le chiffre d'affaires des ventes de « produits de l'alimentation » qui subit la concurrence du secteur informel, enregistre une hausse de 3,8%.

Enfin, le chiffre d'affaires dans la branche « articles d'équipement de la personne » bénéficie de l'amélioration des revenus et s'affiche en accroissement de 10,4%.

Graphique 7 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



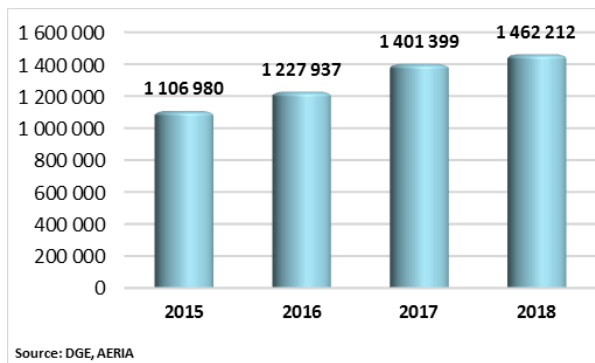
✓ *Evolution favorable du transport*

○ *Bonne santé du transport aérien*

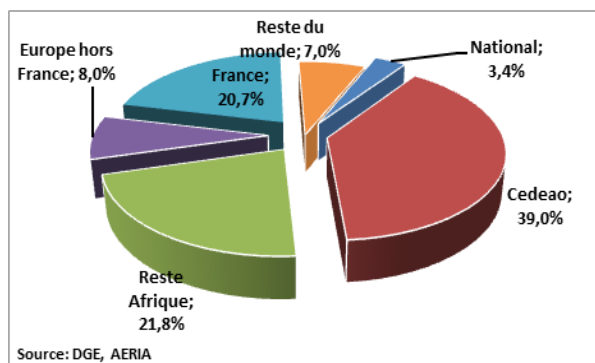
Le transport aérien maintient sa tendance haussière observée depuis le début de l'année. Il enregistre une augmentation du nombre de passagers commerciaux de 4,3% pour s'établir à 1 462 212. Il en va de même pour le transit direct et le fret aérien qui connaissent des hausses respectives de 20,5% et 3,0%. Le trafic aérien continue de bénéficier des investissements réalisés aussi bien au niveau des infrastructures aéroportuaires que par les compagnies de transports.

En effet, après avoir présenté une tendance baissière durant le premier semestre (-6,7%), le trafic national connaît au troisième trimestre une hausse de 61,9% et termine au terme des trois premiers trimestres en augmentation de 8,4%, en lien avec la remise en exploitation de l'aéroport de San Pedro après sa réhabilitation.

Par ailleurs, la certification TSA de l'aéroport Félix Houphouët Boigny d'Abidjan (FHB) en juillet 2017 a abouti à l'ouverture d'une ligne directe vers les USA depuis le 13 Mai 2018. De plus, dans le cadre de son programme d'expansion et de modernisation, la compagnie nationale Air Côte d'Ivoire a acquis deux Airbus A320. Tous ces acquis ont permis de booster le trafic aérien qui affiche une hausse des effectifs de passagers commerciaux vers toutes les destinations. Ainsi, les trafics vers l'Afrique, l'Europe et le reste du monde progressent respectivement de 0,5%, 9,6% et 17,9%.

Graphique 8 : Evolution du nombre de passagers commerciaux du transport aérien à fin septembre

La structure du trafic reste inchangée, dominée essentiellement par les destinations CEDEAO (39,0%) et Europe (28,7%) dont la France (20,7%). Toutefois, le trafic vers le reste du monde prend un peu plus d'ampleur, avec une proportion de 7,0% contre 6,2% à la même période de 2017, du fait des vols directs vers les USA.

Graphique 9 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination

Le trafic aérien reste dominé par les compagnies AIR COTE D'IVOIRE (577 993 passagers ; 39,5%) et AIR France (218 548 ; 14,9%)

○ Bonne dynamique du transport maritime

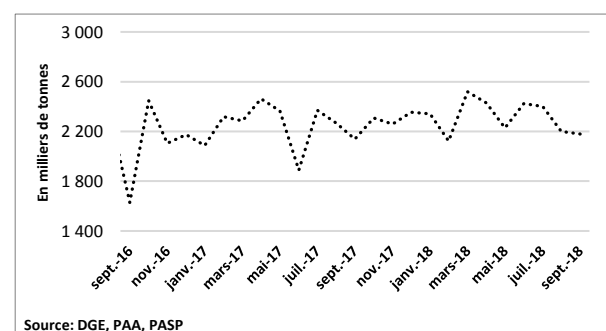
Au terme des trois premiers trimestres de 2018, le volume global du trafic de marchandises dans le transport maritime s'établit à 20 846 664 tonnes, en hausse de 3,3% par rapport à la période correspondante de 2017. Cette croissance, est portée par le trafic national qui ressort en accroissement de 14,2%, en liaison avec le dynamisme de l'activité économique. A l'inverse, le transit et le transbordement de marchandises se contractent de 16,8% et 48,5% respectivement. Le transbordement pâtit de la préférence du principal opérateur pour certains ports voisins, notamment celui de la Guinée.

L'analyse détaillée fait ressortir une progression du trafic global de marchandises au port d'Abidjan de 5,6%, alors que celui de San Pedro enregistre un recul du trafic de 9,3%.

Au niveau du Port d'Abidjan, le volume du trafic global de marchandises s'élève à 17 977 120 tonnes contre 17 020 901 tonnes à la période correspondante de l'année 2017. L'impact de l'accroissement du trafic national de 13,2% est amoindri par le repli du transit et du transbordement de marchandises respectivement de 16,8% et 62,6%. Le trafic national tire son dynamisme de l'ensemble de ses composantes, notamment les marchandises générales (+11,0%) et les produits pétroliers (+19,1%).

Le trafic global de marchandises au Port de San Pedro se contracte de 9,3% pour ressortir à 2 869 544 tonnes. Cette contreperformance due à la baisse des volumes transbordés de 29,3%, en dépit de la progression de 22,3% du trafic hors transbordement.

En perspective, la compétitivité du port d'Abidjan devrait être améliorée avec les investissements en cours de réalisation. Ce sont notamment, (i) l'élargissement et l'approfondissement du canal de Vridi, (ii) la construction d'un second terminal à conteneur, (iii) la construction d'un terminal céréalier et (iv) la construction d'un terminal roulier (RORO).

Graphique 10 : Evolution du trafic global de marchandises (en milliers de tonnes)

○ Croissance du transport terrestre

Le transport terrestre reste dynamique, au regard de la consommation de gazoil et de super qui s'accroît de 13,6%. Le transport terrestre tire avantage à la fois des

nombreux travaux de réhabilitation des voiries et du dynamisme de l'activité économique.

○ Consolidation du transport ferroviaire

Le transport ferroviaire continue de se renforcer grâce notamment aux investissements en cours qui ont permis de relancer l'exploitation du réseau ferroviaire. Le volume de marchandises transportées s'élève à 688 197 tonnes, en accroissement de 16,9%. Cette bonne performance provient essentiellement de la bonne santé des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui progressent de 8,4%.

II.1.d. Prix à la consommation

✓ Hausse modérée des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation connaît un léger accroissement de 0,2%, sous l'effet d'une baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées de 0,9% et d'un léger renchérissement des prix des produits non alimentaires de 0,6%. Les mesures de lutte contre la vie chère du Gouvernement et le bon approvisionnement des marchés en produits vivriers sont à la base de la faible évolution des prix.

✓ Repli des prix des denrées alimentaires

Le recul des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées provient de la baisse des prix des huiles et graisses (-4,2%), des légumes frais (-8,0%), des tubercules et plantains (-5,7%), des fruits (-3,2%) et des lait-fromages-œufs (-3,3%). Par contre, les prix des céréales non transformées (+1,2%), des viandes (+1,4%) et des poissons (+0,7%) augmentent.

✓ Baisse des prix des produits manufacturés

L'indice des prix des produits secondaires recule de 0,2% en raison du fléchissement des prix des « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (-3,2%), des « articles de ménages en textiles » (-2,4%), des « appareils ménagers » (-1,9%), des « verrerie, vaisselle et ustensiles de ménages » (-2,2%). Par contre, les prix des « outillages et autres matériels pour la maison et le jardin » (+0,5%), et des « biens et services liés à l'entretien courant du foyer » (+3,1%) sont en hausse.

✓ Légère hausse du prix des services

Les prix des services montent de 0,5%, sous l'effet du renchérissement des prix des fonctions « loisirs et cultures » (+0,2%), « Restaurants et hôtels » (+1,2%), « transports » (+0,6%) et « Biens et services divers » (+0,4%). Par contre, les prix des fonctions « santé » (-1,7%), « communication » (-2,8%), et « enseignements » (-0,1%) se contractent.

La fonction « loisirs et culture » progresse sous l'effet des groupes « journaux, livres et articles de papeterie » (+1,7%), « forfaits touristiques » (+5,4%) et « autres articles et matériels de loisirs » (+3,9%).

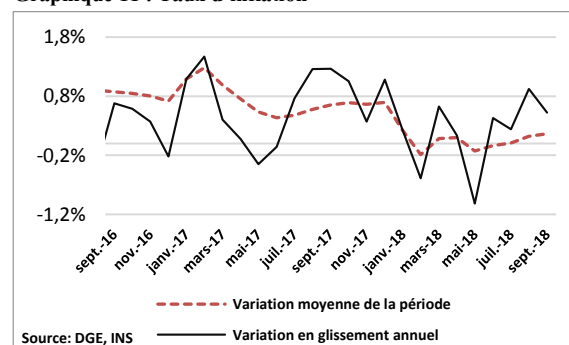
En ce qui concerne les prix de la fonction « Restaurants et Hôtels », leur augmentation provient de la hausse des prix des « services de restauration » (+0,2%) et des « services d'hébergement » (+2,8%).

Les prix de la fonction « transport » évoluent en relation avec la hausse des prix des groupes « dépenses d'utilisation des véhicules » (+7,9%) et « services de transport » (+2,0%).

Quant aux prix de l'« enseignement », ils bénéficient de la baisse des prix de l'« enseignement supérieur » (-6,7%) et de l'« enseignement post-secondaire non supérieur » (-0,4%).

La fonction « santé » voit ses prix diminuer du fait des prix des « produits, appareils et matériels médicaux » (-1,7%) et des « services ambulatoires » (-0,4%).

Graphique 11 : Taux d'inflation



En moyenne annuelle, l'inflation se situe à 0,3%, largement en deçà du maximum de 3,0% de la norme de l'UEMOA.

II.2. FINANCES PUBLIQUES

A fin septembre 2018, la situation des finances publiques est marquée par une moins-value des recettes totales et dons et par une sous consommation des dépenses totales et prêts nets par rapport aux objectifs.

II.2.a. Recettes totales et dons

Le niveau de recouvrement des recettes totales et dons a atteint 3 477,2 milliards pour un objectif attendu de 3 519,5 milliards, dégagant ainsi une moins-value de 42,4 milliards en liaison avec les contreperformances enregistrées sur les recettes fiscales.

S'agissant des recettes fiscales (y compris recettes affectées), elles ont été recouvrées à hauteur de 2 857,6 milliards contre un objectif de 2 916,8 milliards, soit une moins-value de 59,2 milliards. Comparé à fin septembre 2017, le niveau de mobilisation des recettes fiscales ressort en hausse de 60,2 milliards.

L'analyse par impôt permet de mettre en évidence quelques éléments explicatifs.

Au niveau de la fiscalité intérieure

Les recettes fiscales intérieures du troisième trimestre 2018 ressortent à 1 484,0 milliards contre un objectif de 1 451,5 milliards, soit une plus-value de 32,5 milliards. Par nature d'impôts, le détail se présente comme suit :

- les impôts sur les bénéficiaires ont atteint 390,8 milliards contre un objectif de 370,7 milliards soit une plus-value de 20,1 milliards. La performance de ces impôts est attribuable à l'impôt BIC pétrole (+24,1 milliards) expliquées principalement par les opérations liées aux paiements par anticipation de 26,9 milliards de l'impôt initialement programmés pour le dernier trimestre de l'année 2018 ;
- les impôts sur revenus capitaux mobiliers s'affichent à 81,2 milliards avec un objectif de 31,1 milliards, soit une plus-value de 50,1 milliards due essentiellement au paiement plutôt que prévu par certaines entreprises des dividendes initialement attendus en octobre ;
- les impôts sur revenus et salaires sont ressortis à 374,3 milliards avec un objectif de 386,9 milliards, dégagant

une moins-value de 12,6 milliards due à des difficultés de recouvrement des impôts sur les salaires auprès du secteur public et parapublic (EPN et sociétés d'Etat) ;

- la Taxe sur la Valeur Ajoutée a été recouvrée à hauteur de 304,9 milliards contre une prévision de 314,1 milliards, dégagant une moins-value de 9,1 milliards. Ce résultat s'explique entre autre par la conjoncture économique ;
- les patentes et licences ressortent à 25,5 milliards contre un objectif de 34,9 milliards. Il en résulte un gap de 9,4 milliards expliqué par le recul observé au niveau du recouvrement de la patente commerce ;
- les droits d'enregistrement café - cacao et timbre sont ressortis à 56,8 milliards contre un objectif de 60,5 milliards, soit une moins-value de 3,6 milliards qui s'explique par la contreperformance enregistrée dans la perception des droits d'enregistrement sur l'anacarde et aux mesures prises dans le cadre du « Doing business », en particulier l'aménagement en 2018, des dispositions relatives aux droits d'enregistrement des décisions de justice.

Au niveau de la fiscalité de porte

Les recettes douanières sont marquées par un faible niveau de recouvrement sur l'ensemble des composantes. Prévue à 1 298,2 milliards, elles sont ressorties à 1 221,9 milliards, soit une moins-value de 76,3 milliards.

Les explications par rubriques sont les suivantes :

- Au niveau des droits et taxes à l'importation, il est noté ce qui suit :
 - les taxes sur les marchandises générales baissent de 26,4 milliards par rapport à l'objectif, en raison de la mise en application de la mesure d'interdiction des véhicules de moins de 5 ans et la mesure exigeant un certificat de conformité à l'embarquement ;
 - les taxes sur les produits pétroliers enregistrent une contreperformance de 51,2 milliards expliquée notamment par des niveaux de taxation inférieurs aux prévisions (gasoil : 137,65 francs/litre contre un objectif de 174,23 et super carburant : 121,64 francs/litre contre un objectif de 151,73 francs/litres).

Par ailleurs, les volumes mis à la consommation de super carburant (77,3 millions litres contre un objectif de 94,3 millions de litres) et de gasoil (80,4 millions litres contre un objectif de 92,1 millions de litres) sont en deçà des objectifs.

- s'agissant des taxes sur recettes à l'exportation, elles ressortent à 270,6 milliards, en ligne avec les objectifs du programme économique et financier.

Au niveau des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont évaluées à 482,7 milliards contre un objectif de 406,3 milliards, soit un surplus de 76,3 milliards. Cette bonne tenue provient essentiellement des cotisations sociales (+11,5 milliards), des redevances de téléphonie mobile (+38,3 milliards) et des recettes de service (+20,2 milliards).

II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 4 082,4 milliards pour un niveau attendu de 4 178,6 milliards, soit une sous consommation de 96,6 milliards en lien avec une sous-exécution des dépenses d'investissement. Les évolutions par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 1 228,8 milliards de FCFA pour une prévision de 1 223,5 milliards de FCFA. Le dépassement de 5,3 milliards est en lien essentiellement avec le paiement plus diligent que prévu du stock des arriérés, sans impact sur le niveau de la dotation annuelle de 34 milliards prévue à ce titre.

Les prestations sociales ont été allouées à hauteur de 222,4 milliards, en retrait de 15,2 milliards par rapport à l'objectif.

Les subventions et transferts ont été réalisés à hauteur de 299,2 milliards contre un niveau prévisionnel de 265,1 milliards soit un dépassement de 34,2 milliards qui provient principalement de la subvention aux écoles privées (+11,2 milliards) et de la subvention au secteur électricité (+6,8 milliards) non prévue initialement.

Les dépenses de fonctionnement sont ressorties à 736,2 milliards, soit une hausse de 30,5 milliards.

Les dépenses de sécurité ont été exécutées à hauteur de 24,7 milliards, en amélioration de 9,5 milliards par rapport à l'objectif du programme économique et financier conclu avec le FMI. Elles ont portées principalement sur les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité et de celles relatives aux élections.

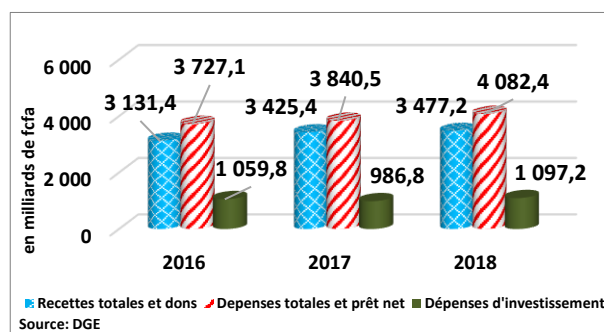
Les dépenses d'investissement sont évaluées à 1 097,2 milliards, en sous consommation de 126,6 milliards par rapport à l'objectif. Elles ont été financées à 56,0% de ressources internes et à 44,0% de ressources extérieures. S'agissant des dépenses d'investissement financées sur ressources internes, il est noté une sous-consommation de 76,6 milliards. Quant aux dépenses financées sur ressources extérieures, il résulte une sous-exécution de 50 milliards par rapport aux prévisions.

Les intérêts sur la dette ont été payés à hauteur de 299,3 milliards pour une prévision de 305,8 milliards. Ils se décomposent en intérêts sur la dette intérieure (138,5 milliards) et en intérêts sur la dette extérieure (160,8 milliards).

Au terme des trois premiers trimestres de l'année 2018, il résulte un solde primaire de base excédentaire de 40,4 milliards et un solde budgétaire global déficitaire de 605,2 milliards contre des soldes attendus respectivement à -17,5 milliards et -659,1 milliards.

Le déficit budgétaire global a été couvert grâce à un recours aux marchés monétaire et financier pour un montant de 1 420,1 milliards contre un objectif de 1 388,4 milliards répartis entre les ressources extérieures (1 115,1 milliards d'eurobond) et intérieures (305,0 milliards). Ces divers financements ont contribué également au remboursement du capital de la dette publique à hauteur de 750,2 milliards contre un amortissement prévisionnel de 729,4 milliards. Ce capital est réparti entre 212,2 milliards de dette extérieure et 538,0 milliards de dette intérieure.

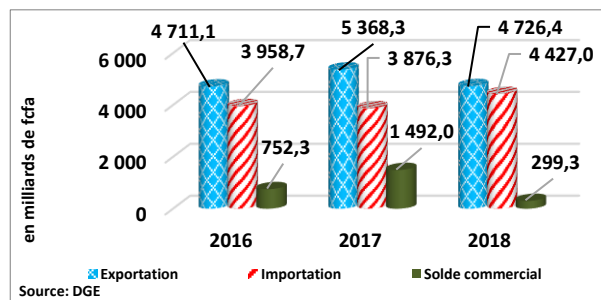
Graphique 12 : Indicateurs des finances publiques à fin septembre



II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, les échanges extérieurs de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels sont marqués en valeur par une contraction des exportations de 12,0% et un accroissement des importations de 14,2%. Il en ressort un solde commercial excédentaire de 299,3 milliards, en régression de 79,9% par rapport à l'excédent de septembre 2017. Par ailleurs, les termes de l'échange reculent de 12,9%, corolaire d'une baisse des prix à l'exportation (-9,1%) et d'une hausse des prix à l'importation (+4,3%).

Graphique 13 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels)



✓ Exportations

Reflux des ventes de produits primaires et de produits transformés

La baisse des exportations en valeur découle du retrait à la fois des produits primaires (-14,7%) et des produits transformés (-7,2%). Les produits primaires subissent une baisse du volume et du prix de 4,9% et 10,3% respectivement. En ce qui concerne les produits transformés, le volume exporté reste quasiment stable

comparé à la période correspondante de 2017 tandis que le prix fléchit de 7,1%.

De façon détaillée, les produits primaires en valeur sont pénalisés par la contraction des ventes des produits issus de l'agriculture industrielle et d'exportation, notamment le cacao fèves (-27,4%), la noix de cajou (-9,2%) et le caoutchouc (-15,9%). Il est à noter que les prix à l'exportation du cacao fève et du caoutchouc sont en contraction de 19,7% et 22,4% respectivement.

Quant aux produits transformés en valeur, ils subissent principalement une morosité des ventes des produits de la première transformation qui se contractent de 12,1% sous l'effet du recul des prix (-11,6%) et du volume (-0,6%). Spécifiquement, les ventes de cacao transformé en valeur baissent de 19,9%. Par contre, les ventes de café transformé augmentent de 12,0%, aidées par un accroissement des volumes (+15,0%) en lien avec la forte hausse de la production de café cerise.

✓ Importations

Hausse en valeur portée par le volume et le prix à l'import

La hausse des importations en valeur est imputable à toutes ses grandes composantes, principalement aux biens intermédiaires qui augmentent de 44,0%, soutenus à la fois par le volume (+29,5%) et le prix (+11,2%). Cette évolution confirme le dynamisme de l'activité industrielle. De même, les biens d'équipement progressent de 12,3%, aidés par un accroissement aussi bien du volume (+7,7%) que du prix (+4,2%) et les biens de consommation enregistrent une hausse modérée de 1,1%.

La progression des biens intermédiaires est soutenue par les achats de pétrole brut (+109,9%), de produits métalliques (+40,9%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en acier » (+33,7%), de produits chimiques (+7,5%), des « papiers et cartons » (+12,5%) et du clinker (+4,7%). Tous ces produits bénéficient à la fois d'une hausse du prix et du volume, à l'image du pétrole brut dont le volume et les prix croissent de 78,1% et 17,9%, respectivement. Les importations en volume de pétrole brut bénéficient de la normalisation du fonctionnement de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) après l'incendie intervenu en janvier

2017 au niveau de l'hydrocraqueur, principale unité de traitement du pétrole brut.

Les biens d'équipement sont tirés essentiellement par la hausse en valeur des acquisitions de « machines mécaniques » (+12,9%), de « machines électriques » (+21,6%) et de « matériel de transport routier » (+34,2%). A l'instar des composantes des biens intermédiaires, ces produits sont marqués par une hausse des quantités importées et des prix à l'import.

✓ Structure des échanges commerciaux de biens

Prédominance des produits primaires dans les exportations malgré un léger retrait

La structure des exportations demeure inchangée au terme des neuf premiers mois de l'année 2018. Elle reste dominée par les produits primaires (61,7%) au détriment des produits transformés (38,3%). Cependant, la part des produits primaires diminue de 2 points de pourcentage en faveur des produits transformés.

La part des produits primaires est affectée notamment par le repli des exportations de cacao fève et de caoutchouc.

Tableau 5 : Structure des exportations en valeur sur les 9 mois 2017 et 2018

Types de produits	2017	2018
Exportations hors biens exceptionnels	100,0%	100,0%
Produits primaires	63,7%	61,7%
Agriculture vivrière, Elevage, Pêche	0,9%	1,0%
Agriculture d'exportation	80,0%	77,2%
dont: cacao fèves	44,5%	37,9%
dont: noix de cajou	17,2%	18,3%
Produits miniers	19,1%	21,8%
dont: pétrole brut	7,5%	9,3%
dont: Or	10,7%	10,7%
Produits transformés	36,3%	38,3%
Ière Transformation	51,7%	49,0%
dont: Cacao transformé	33,5%	28,9%
Conserves et Préparation Alimentaires	4,1%	4,1%
Manufacturiers	44,2%	47,0%
dont: Produits pétroliers	22,0%	28,2%

Source : DGE, DGD

Augmentation de la part des biens intermédiaires dans les importations

La structure des importations reste dominée par les biens de consommation (49,1%), suivis des biens intermédiaires

(32,3%) et des biens d'équipement (18,6%). Toutefois, la part des biens intermédiaires est en augmentation de 6,7 points de pourcentage comparé au niveau de la période correspondante de l'année précédente, au détriment des biens de consommation.

Tableau 6 : Structure des importations en valeur sur les 9 mois 2017 et 2018

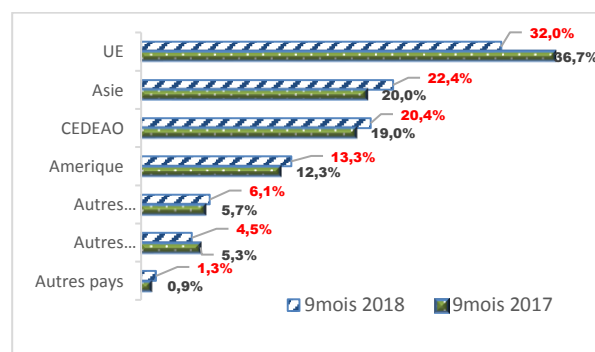
Types de produits	2017	2018
Importation hors biens exceptionnels	100,0%	100,0%
Biens de Consommation	55,5%	49,1%
Produits alimentaires	37,3%	38,4%
dont: Poissons	25,0%	25,7%
Riz	31,1%	31,8%
Autres biens de consommations	62,7%	61,6%
dont: Produits pétroliers	27,2%	27,7%
Plastiques	15,4%	14,4%
Biens intermédiaires	25,6%	32,3%
dont: Pétrole brut	32,0%	46,6%
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	17,4%	16,2%
Biens d'équipement	18,9%	18,6%
dont: Machines mécaniques	45,9%	46,2%
Machines électriques	20,0%	21,6%
Matériels de transport routier	17,7%	21,2%

Source : DGE, DGD

✓ Répartition géographique des échanges

Au niveau des exportations, l'UE maintient son rang de première destination commerciale de la Côte d'Ivoire avec 32,0% de la valeur des produits exportés à fin septembre 2018. L'Asie, la CEDEAO et l'Amérique emboîtent le pas à l'UE avec respectivement 22,4%, 20,4% et 13,3% des ventes de produits à l'extérieur. Comparativement à fin septembre 2017, la part de l'UE chute de 4,7 points de pourcentage en faveur de l'Asie, la CEDEAO et l'Amérique dont les parts d'achats des produits ivoiriens augmentent de 2,4 points de pourcentage, 1,4 point de pourcentage et 1,0 point de pourcentage respectivement.

Graphique 14 : Répartition géographique des exportations à fin septembre 2018



Source : DGE, DGD

En Europe, les Pays Bas (10,3%), l'Allemagne (5,9%) et la France (4,6%) sont les principales destinations des produits ivoiriens.

En Asie, les principaux clients des produits ivoiriens sont le Vietnam (8,4%), l'Inde (5,2%) et la Malaisie (3,7%), en rapport avec les achats de cacao fèves, de caoutchouc, de noix de cajou et de coton en masse.

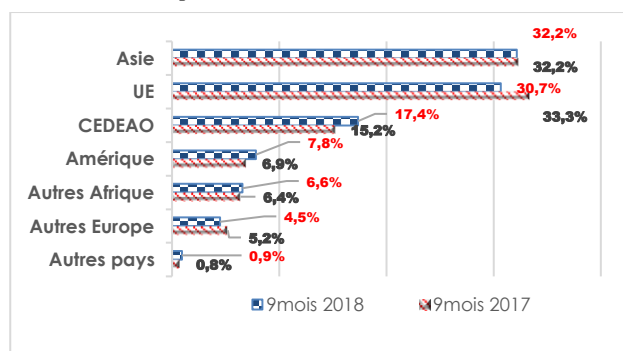
Dans la zone CEDEAO, la Côte d'Ivoire écoule ses produits chez ses voisins immédiats, notamment le Burkina Faso (5,6%) ; le Mali (5,3%) et le Ghana (3,4%).

Sur le continent américain, les Etats-Unis sont les plus enclins aux achats de produits ivoiriens. Les exportations vers les Etats-Unis représentent 8,5% du total et sont constituées principalement de cacao fève, en lien avec l'implantation des entreprises américaines dans ce secteur en Côte d'Ivoire.

Du côté des importations, les principaux points d'approvisionnement de la Côte d'Ivoire sont dans l'ordre l'Asie (32,2%), l'Union Européenne (30,7%), la CEDEAO (17,4%) et l'Amérique (7,8%). Ces quatre zones fournissent 88,1% des importations de marchandises en valeur.

Par ailleurs, comparativement à la même période de 2017, la part des achats de produits de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UE s'est contractée de 2,6 points de pourcentage. A contrario, la part des importations en valeur en provenance de la CEDEAO et de l'Amérique sont en hausse respectivement de 2,2 points de pourcentage et 0,9 point de pourcentage.

Graphique 15 : Répartition géographique des importations à fin septembre 2018



Source : DGE, DGD

En Asie, la Chine (14,5%) et l'Inde (4,5%) constituent les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire.

En Europe, la Côte d'Ivoire se ravitaille principalement en France (10,6%), au Pays Bas (3,9%), en Espagne (3,2%) et en Allemagne (2,9%).

Dans la zone CEDEAO, tout comme sur l'ensemble du continent africain, le Nigéria est le premier fournisseur avec 13,1% des importations ivoiriennes. Ce géant d'Afrique occupe le deuxième rang mondial des pays fournisseurs de la Côte d'Ivoire, derrière la Chine. Le Nigéria approvisionne la Côte d'Ivoire essentiellement en pétrole brut, destiné à l'alimentation de la SIR.

Sur le continent américain, les Etats-Unis (3,0%) et la Colombie (2,5%) sont les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire.

Dans la zone UEMOA, la Côte d'Ivoire achète la plupart de ses marchandises au Togo (1,6%), en Mauritanie (1,4%) et au Sénégal (1,3%).

II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER

II.4.a. Situation monétaire

La masse monétaire au sens large (M2) se situe à 8 941,5 milliards à fin septembre 2018 et enregistre une hausse de 11,4% (+910,6 milliards) en glissement annuel, portée par l'accroissement des actifs extérieurs nets 9,0% (+169,9 milliards) et des créances intérieures 12,9% (+961,1 milliards).

Les actifs extérieurs nets bénéficient de l'excédent de la balance commerciale et de l'amélioration du taux de rapatriement des recettes d'exportation qui se situe à 50% à fin juillet 2018 contre 30% en 2017. Quant aux créances intérieures, leur évolution provient de la hausse conjuguée des créances nettes sur l'administration centrale (+22,0% ; +356,9 milliards) et des créances nettes sur l'économie (+10,4% ; +604,1 milliards).

En ce qui concerne les conditions de banque, au terme des neuf premiers mois de l'année 2018, les nouvelles mises en place de crédits ordinaires, les escomptes d'effets de commerce et les dépôts enregistrent en termes cumulés des

hausse respectives de 10,9% (+353,6 milliards), 15,9% (+104,4 milliards) et 6,5% (+86,0 milliards).

La progression du montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires pour se situer à 3 589,7 milliards, contre 3 236,1 milliards sur la même période en 2017, est en relation avec l'augmentation des crédits accordés aux «Particuliers» (+243,9 milliards), aux «Clients divers» (+89,2 milliards), aux «Autres sociétés» (+21,7 milliards), à l'«Etat et organismes assimilés» (+20,2 milliards), aux «Personnels des banques» (+9,8 milliards) et à la «Clientèle financière» (+8,4 milliards). L'effet de ces croissances est amoindri par le repli des crédits octroyés aux «Entreprises individuelles» (-22,0 milliards), aux «Coopératives et groupements villageois» (-11,1 milliards), aux «Sociétés d'Etat et EPIC» (-9,1 milliards) et aux «Assurances et caisses de retraite» (-2,9 milliards).

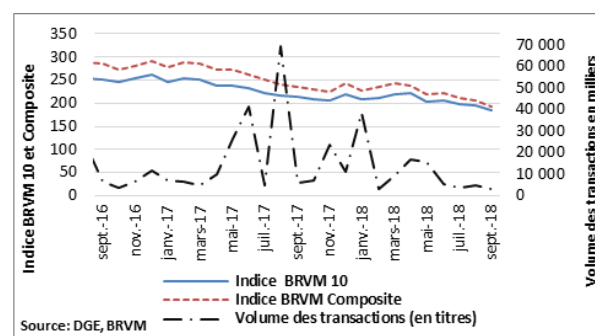
Le montant cumulé des dépôts s'élève à 1 406,7 milliards et celui des escomptes d'effets de commerce à 760,4 milliards.

S'agissant des taux appliqués, le taux d'intérêt moyen des crédits ordinaires s'établit à 6,3% en baisse de 0,1 point de pourcentage et le taux d'escompte ressort à 6,8%, en recul de 0,2 point de pourcentage. Quant au taux créditeur moyen des dépôts, il recule de 0,1 point pour se situer à 4,9%. La durée moyenne des crédits atteint 20,8 mois en hausse de 0,8 mois par rapport à son niveau des neuf premiers mois de 2017.

II.4.b. Marché boursier

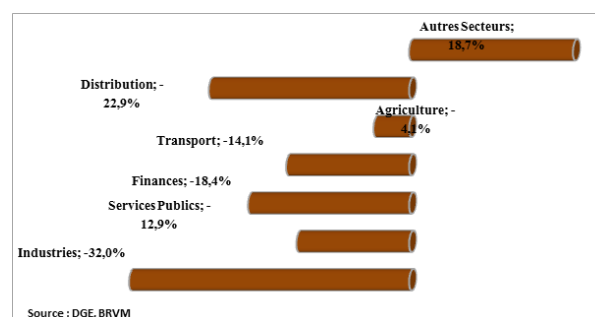
La situation de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) à fin septembre 2018 est caractérisée par la contraction des indices de référence et de la capitalisation boursière.

Graphique 16 : Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Les indices BRVM 10 et BRVM composite baissent respectivement de 12,5% et de 16,4%, sous l'effet du reflux de la quasi-totalité des indices sectoriels notamment les indices « BRVM-Industries » (-32,0%), « BRVM-Finances » (-18,4%), « BRVM-Distribution » (-22,9%), « BRVM-Transport » (-14,1%) et « BRVM-Services Publics » (-12,9%). Seul l'indice « BRVM-Autres secteurs» (+18,7%) évolue favorablement.

Graphique 17 : Evolution des indices boursiers par secteur



Au niveau de la capitalisation boursière, celle du marché des actions recule de 11,8% tandis que la capitalisation du marché des obligations s'accroît de 13,2%. Dans l'ensemble à fin septembre 2018, la capitalisation boursière composite replie de 3,8% en glissement annuel pour se situer à 8 731,7 milliards.

Le volume et la valeur transigés sur les neuf premiers mois de l'année 2018 décroissent de 42,6% et de 0,9% respectivement.

Sur le mois de septembre 2018, la valeur totale des transactions s'établit à 13,4 milliards pour 3 160 997 titres échangés. Le taux de rotation en moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est situé à 0,93 %. Quant au taux de rendement moyen et la rentabilité globale moyenne au 28 septembre 2018, ils s'affichent à 6,86 % et -3,69%

respectivement avec un ratio capitalisation sur bénéfices (PER) moyen de 12,07 et une prime de risque à 2,29 %.

La BRVM est dans un cycle baissier depuis 2016, après des années fastes entre 2012 et 2015 où les indices de références ont bondi de plus de 100%. En effet, les investisseurs sont dans une logique de prises de bénéfice et l'attractivité du marché obligataire dont les taux sont intéressants tend à détourner les investisseurs du marché des actions.

La présente situation constitue une opportunité pour les investisseurs car la baisse de la capitalisation du marché des actions fait reculer le PER qui est passé de 23 en 2015 à 17 en 2017, pour descendre à 12 à fin septembre 2018. Le marché redevient donc attractif pour les investisseurs. En outre, la BRVM prépare la mise en place de nouveaux instruments financiers qui ont fait leurs preuves en Asie et au Moyen-Orient. Il s'agit de l'émission d'obligations ciblant les diasporas appelées « Diaspora Bond » pour capter et canaliser les transferts de la diaspora vers leurs pays d'origine à travers des moyens sécurisés et rémunérateurs. Ce projet s'ajoute aux précédentes actions que sont le lancement d'un compartiment réservé aux Petites et Moyennes Entreprises, la stimulation de la coopération avec d'autres marchés comme celui du Ghana ou du Maroc et la promotion de la place en Afrique et sur d'autres continents. Ces actions devraient porter leurs fruits à moyen terme et permettre une relance des activités boursières.

En conclusion, l'économie ivoirienne maintient son orientation favorable observée au premier semestre 2018 dans un environnement propice confirmée par des indicateurs internationaux (Indice Mo Ibrahim de la bonne gouvernance et classement Doing Business de la Banque mondiale). Elle bénéficie du redressement de la production de noix de cajou comme prévu ainsi que du rebond de la production de banane dessert. Le dynamisme de l'activité est porté principalement par les secteurs secondaire et tertiaire.

Les prix à la consommation continuent d'être maîtrisés grâce à un bon approvisionnement des marchés et le maintien de la confiance du secteur bancaire en

l'économie ivoirienne se confirme à travers la progression des nouvelles mises en place de crédits.

Cette évolution favorable de l'activité devrait se poursuivre, en relation avec le lancement des travaux du 4ème pont d'Abidjan le 30 juillet 2018 et la poursuite des chantiers en cours d'exécution.

Le taux de croissance du PIB devrait ressortir à 7,7% en 2018.

DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1er étage
Tél. (00225) 20 20 09 58 / 20 20 09 24 / 20 20 09 25
04 BP 650 Abidjan 04 - Email: sd.c.dppse@dge.gouv.ci
site internet: www.dppse.ci